



## Contribution de Christian DAVIAS

[christian.davias@orange.fr](mailto:christian.davias@orange.fr)

### Regard sur l'actualité

Il y a quelques années, parmi les objectifs du Conseil de développement, l'un d'entre eux était d'être à l'écoute des rumeurs de la société, de manière à détecter les prémices de ruptures sociétales.

Sur les sujets qui nous sont soumis, ou dont nous nous sommes saisis, nous avons porté un regard décalé et une analyse non conventionnelle. Cette manière de procéder a souvent permis de mettre en évidence des attentes de nos concitoyens, qui vont à l'encontre des décisions prises dans différents domaines. Ces décisions sont souvent portées par une législation autoritaire, basée sur des choix non consentis, des analyses biaisées par les enjeux politiques, ou même par des effets de mode. Il en va ainsi dans les domaines de l'urbanisme, du transport, de la transition énergétique...

La plupart de ces sujets qui font notre quotidien nous sont familiers, ce qui n'empêche pas nos décideurs d'être sourds à certaines alertes que nous retrouvons dans nos contributions. Certaines touchent nos conditions de vie, comme la densification de l'habitat, l'usage de l'automobile, la gouvernance... Mais, tout cela n'engendre pas de véritables ruptures sociétales.

Il est d'autres sujets plus difficiles à aborder : l'immigration massive, l'islamisme, les quartiers multi ethniques, l'insécurité, mais également la France et l'Europe, et plus généralement les limites de la protection sociale et le fonctionnement de nos institutions.

Pourtant, c'est dans ces sujets que l'on peut trouver les risques de fractures dangereuses pour notre République.

Il y a bien longtemps qu'apparaissait une autre rupture dont la montée en puissance n'a pu échapper à personne, mais est restée au niveau du constat : le rejet de la classe politique.

Le premier acte s'est joué lors des dernières élections présidentielles. Les partis traditionnels, balayés par l'expression populaire, sont restés tétanisés par le choix de ce qui était présenté comme une rupture avec le passé. Le second acte se joue actuellement. Il n'y a rien de pire que la déception d'un peuple après l'espoir.

Je ne suis pas un analyste politique, mais un citoyen de la classe moyenne, qui comme beaucoup aime son Pays, s'informe, participe à la vie collective, subit les décisions de nos gouvernants et s'inquiète pour l'avenir de ses petits-enfants.

Curieusement, c'est le comportement insurrectionnel de casseurs que les différents gouvernements en place se sont toujours interdits de neutraliser, qui va contribuer à faire vaciller le pouvoir. Symbolisé par le gilet jaune, c'est pourtant le peuple qui gronde. Nous sommes peut-être à un tournant de notre histoire dans la pure tradition française.

Tout laisse à penser que la cinquième République a vécu.

Si c'est le cas, les idées exposées par le Conseil de développement en matière de démocratie participative, trouveront naturellement leur écho dans la nouvelle constitution.